

Turquie : la France aussi est perdante

jeudi 10 janvier 2008, par [Marillac](#), [Murat Yetkin](#)

Le soutien que la France refuse à la Turquie nous fait perdre du temps. Mais la France rejoint aussi le camp des perdants.

Lorsque le président français explique haut et fort qu'il ne veut pas être le président sous le mandat duquel on apprendra aux écoliers français que l'Europe a une frontière avec la Syrie, il est évident qu'il vise la Turquie. Mais la moindre des contradictions n'est pas ici le fait qu'il oublie de rappeler par la même occasion que Chypre permet d'ores et déjà à l'UE d'avoir une frontière avec la Syrie, l'Égypte et Israël.

Et dans le même temps, voilà la France qui décide de donner suite aux négociations d'adhésion entre la Turquie et l'UE.

C'est sans doute pour donner le change à une partie de ses électeurs et à son parti dont les réactions commencent de remonter qu'il se permet de poursuivre sa politique des « déclarations affligeantes » (selon les propres mots de M. Babacan, chef de la diplomatie turque) à destination d'Ankara.

Or, lorsque vous parlez avec des responsables français, vous vous rendez compte qu'ils ne se réjouissent pas du tout de cette situation.

Le directeur des Affaires étrangères pour l'Europe du Sud, Joël Meyer, laisse entendre qu'en Europe, il n'y a pas que l'Angleterre et l'Allemagne qui peuvent peser dans les décisions, et que sans la France, aucune décision ne peut être prise. Il exprime cela en langage diplomatique : « *les deux pays sont dépendants l'un de l'autre.* »

Mais si vous poussez un peu plus loin dans la conversation, vous vous apercevez qu'outre la dimension politique, les questions économiques sont source d'inquiétudes. Meyer confirme qu'en raison « *des derniers développements, la France n'est pas parvenue à atteindre ses objectifs en termes économiques et commerciaux avec la Turquie.* » Une position qui vient contredire les paroles largement diffusées dans la presse turque de Patrick Devedjian, et selon lesquelles il convenait de ne pas prendre au sérieux les menaces turques d'embargo brandies lors du vote sur la loi de pénalisation de négation du génocide arménien, car les Turcs sont enclins à l'oubli.

Si on fouille un peu plus, les données suivantes finissent par ressortir : il est vrai que les échanges avec la France ont cru en volume en 2006. Ils sont de 9,4 milliards d'euros et pourraient tourner autour de 10 en 2007. Mais dans le même temps, ce sont 14-15 milliards d'euros qui sont échangés avec l'Italie et 20 avec l'Allemagne.

La France se dit qu'il faut se laisser du temps. Ce peut être vrai. Et tout particulièrement en ce qui concerne les avancées que la Turquie a à faire sur la route qui doit la rapprocher des standards européens. Babacan laisse entendre qu'il en a bien conscience quand il rappelle qu'après le vote du budget c'est de l'article 301 du code pénal (qui punit les « insultes à l'identité turque ») que l'on débattrà à l'assemblée. Mais dans ce temps-là, il est également vrai que la France peut commencer à compter les acquis politiques et économiques qu'elle aurait pu glaner et qu'elle a laissé passer.

Conséquences économiques

Sur la dernière période, la totalité des appels d'offre gagnés par des entreprises françaises mais

finalement annulés s'élève à 400 millions d'euros. Il ne s'agit pas d'une somme bien importante. Mais si on pousse un tout petit peu plus loin, le tableau se modifie : si l'on tient compte des appels d'offre dans lesquels les entreprises françaises avaient franchi le premier cap éliminatoire et avaient des grandes chances de l'emporter, alors à ce moment-là, les sommes s'élèvent à 4 milliards d'euros.

Par exemple, en ce qui concerne la ligne de TGV entre Ankara et Eskisehir, ce fut une surprise pour les Français de voir que l'offre espagnole leur fut préférée. Alors qu'ils figurent dans ce secteur comme les leaders mondiaux. Par exemple encore dans le cadre du projet de gazoduc Nabucco censé relier le bassin de la Caspienne à l'Europe occidentale, Gaz de France qui apparaît comme un géant suite à sa fusion avec Suez souhaite se joindre aux partenaires déjà en place. A la clé, un investissement de plus de 20 milliards d'euros. Mais l'Allemand RWE a commencé de passer devant.

L'un des principaux secteurs concurrentiels sera celui de la production électrique nucléaire pour laquelle la Turquie vient de revoir sa législation. Il est vrai que la production qu'envisage la Turquie n'est rien à comparer de ce qui se fait en France et qu'en cas d'échec de l'industrie française ce ne sera pas une grosse perte. Mais Areva veut ici tenir son rôle pour à la fois préserver sa crédibilité et ne pas laisser les marchés passer à la concurrence.

C'est la raison pour laquelle, lorsque vous demandez aux responsables français qui vous disent qu'il faut « *laisser du temps au temps* » s'ils savent comment, dans ce temps, la région va évoluer, vous voyez les visages prendre ombrage.

La campagne anti-Turquie, dans le cadre du non français à la constitution européenne, l'arrivée au pouvoir de Sarkozy sur cette vague qu'il a su utiliser, le retrait du soutien français sur des sujets comme la question arménienne n'ont pas peu contribué à mettre la Turquie en difficulté. Ankara a perdu un temps précieux. Mais la Turquie ne sera pas la seule à perdre si les relations venaient encore à se dégrader. La France perdrait également beaucoup, non seulement économiquement, mais aussi politiquement, en termes de crédibilité.

La seule consolation aujourd'hui c'est que Paris et Ankara en aient conscience. Renoncer aux pertes, c'est toujours autant de profit réalisé.

Sources

Source : « Radikal », le 23/11/2007